

Déclaration du Président de la République à son arrivée à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Emmanuel MACRON

Bonjour, heureux de vous retrouver.

Voilà, très heureux d'arriver, de rejoindre la ministre qui est là depuis quelques jours, et de pouvoir être à vos côtés à Saint-Pierre-et-Miquelon pour ce déplacement qui va me permettre d'abord de travailler avec la ministre, Monsieur le préfet et nos élus qui sont là, pour un peu faire le tour des enjeux. Et puis, on aura l'occasion, tout au long de cette visite, d'abord de parler des sujets économiques, à la fois des sujets d'aménagement, de développement économique, de diversification, de pêche, d'avoir aussi plusieurs entreprises qui vont confirmer ici des investissements qui sont importants et qui montrent d'ailleurs le caractère stratégique de Saint-Pierre-et-Miquelon. Des câbles au spatial, c'est très clairement un sujet d'avenir.

Pour la première fois de notre histoire, on aura la visite officielle d'un Premier ministre canadien demain midi. Et c'est un moment important aussi qu'on a conçu avec le Premier ministre Carney, qui va ainsi d'abord nous permettre d'améliorer les perspectives de coopération entre le Canada et Saint-Pierre-et-Miquelon. Et puis, plus largement, travailler et consolider nos relations économiques bilatérales, comme nos relations aussi de défense, et donner un contenu encore plus fort à cette autonomie stratégique que nous partageons. Vous savez combien le Canada se rapproche de l'Europe. Eh bien, si je puis dire, cette alliance prend un tour boréal en étant ici sur ce sol et en pouvant la concrétiser.

Puis, j'aurai évidemment l'occasion de revenir sur plusieurs sujets aussi d'adaptation au changement climatique. On le fera dès demain matin. Et puis, évidemment, de parler de notre stratégie polaire, car, de la recherche à notre stratégie militaire, très clairement, nous avons à Saint-Pierre-et-Miquelon une stratégie ici qui se consolide, en lien très étroit d'ailleurs avec le Canada et avec le Danemark. Donc, très heureux d'arriver ici, de pouvoir passer ces deux jours de travail et de recevoir pour la première fois un Premier ministre canadien.

Journaliste

Est-ce que vous allez répondre à Donald Trump, qui a récemment dit sur une carte que Saint-Pierre-et-Miquelon était un territoire américain ?

Emmanuel MACRON

C'est une évidence pour nous que c'est un territoire français, un territoire attaché à la France et fier d'être français, comme nous le sommes, et un territoire libéré par la France libre. Et n'oublions pas ce jour de Noël. Donc, nous y sommes attachés. Il n'y a pas de débat, il n'y a pas de discussion.

Journaliste

Pourquoi attendre maintenant pour le réaffirmer ?

Emmanuel MACRON

Nous n'avons jamais attendu parce que, vous savez, la question ne s'est jamais posée. Donc, on ne va pas l'affirmer tous les matins parce que des gens ont des idées étranges ou disent des choses étranges. C'est une évidence.

Journaliste

Le fait d'accueillir le Premier ministre canadien, c'est aussi un message qui est adressé à Donald Trump ?

Emmanuel MACRON

Non, il ne faut pas être aussi obsédé que ça par adresser des messages. C'est d'abord une affirmation pour nous-mêmes. Et donc, c'est très important. Je viens dans cette partie du monde où nous avons des amis proches, dont le Canada. Je lui ai fait cette invitation et le Premier ministre y a répondu. Et je trouve que c'est un geste d'amitié très fort, quelques jours après qu'il a affirmé sa volonté de travailler davantage avec l'Union européenne. Et donc, ça lui donne justement un tour extrêmement concret. Donc nous, nous sommes ici. La France est présente grâce à Saint-Pierre-et-Miquelon, par Saint-Pierre-et-Miquelon, ici au cœur des enjeux du globe dans cette région. Et ceci nous lie aussi avec le Canada. Et donc, ce sera une manière de parler d'avenir ensemble et de consolider nos relations dans beaucoup de domaines.

Journaliste

Saint-Pierre-et-Miquelon, votre dernier quart d'heure M. Macron ?

Emmanuel MACRON

Le dernier quart d'heure, ce sera le dernier quart d'heure. On n'y est pas encore.

Journaliste

Est-ce que vous savez l'accord prétendument trouvé par Donald Trump avec le Groenland. Quelle est votre réaction par rapport à cela ?

Emmanuel MACRON

On a eu plusieurs échanges avec la Première ministre du Danemark sur ce sujet. Elle m'avait prévenu de la finalisation de ces discussions il y a quelques semaines. Il y a eu une communication américaine, une communication aussi du gouvernement danois.

Tout ça permet d'apaiser les choses, de réaffirmer la souveraineté danoise, de réaffirmer les choses conformément au droit international, de renforcer des coopérations qui peuvent être utiles aux Groenlandais. Donc, je m'en félicite pour eux. J'y étais il y a quelques mois et c'est une très bonne chose. Et puis nous, on va continuer aussi nos coopérations dans le cadre de l'OTAN, par des exercices conjoints, pour justement renforcer et consolider la souveraineté danoise au Groenland et aussi la sécurité de ce territoire.

À travers l'Union européenne, de consolider nos stratégies économiques, en particulier sur les terres rares et minerais critiques, comme elles ont été relancées, et puis nos relations bilatérales, qui sont à la fois stratégiques et économiques. Et je parlais à l'instant de notre stratégie polaire. Pour toute la sécurité de cette région, on a des exercices conjoints. Et donc, France, Danemark, Canada, d'ailleurs États-Unis dans ces cadres-là, on coopère pour des opérations justement de défense très stratégiques. Et c'est là aussi où Saint-Pierre-et-Miquelon est si important.

Journaliste

Dans votre conférence de presse à Paris, il y a quelques heures, vous disiez que vous alliez rencontrer le Premier ministre canadien aussi pour diversifier les approvisionnements de ressources en énergie. C'est quoi l'idée concrètement avec le Canada sur ce thème précis de l'énergie, du pétrole et gaz ?

Emmanuel MACRON

Le Canada est un pays qui a beaucoup de ressources, minerais critiques et terres rares. Donc ça, c'est des choses qu'on veut contractualiser avec la France comme l'Union européenne, et qui est aussi, comme vous le savez, un grand producteur d'hydrocarbures fossiles. Et qui produit du gaz, qui d'ailleurs, par sa production, par aussi ce qu'ils font du côté du raffinage, permet d'équilibrer le marché mondial. Et donc, il y a eu des accords de... Pardon de rentrer là-dedans, mais ce qu'on appelle des accords de swap, d'échange, qui ont pu être faits par plusieurs pays en Europe. Et donc nous, ce qu'on veut faire, c'est regarder comment... Pas regarder, mais consolider et conclure des accords pour très clairement avoir plus de gaz liquéfié qui puisse aller vers la façade atlantique. Parce qu'aujourd'hui, il y en a beaucoup, mais qui vont vers la façade pacifique. Donc leur permettre une diversification.

Mais ce qu'on fait, nous, ce qu'on a fait ces derniers jours et ces dernières semaines, c'est très concret. C'est-à-dire qu'on se bat pour sécuriser, par des accords d'approvisionnement, dans les mois qui viennent, parce qu'on veut se préparer à tout et qu'on veut protéger les Françaises et les Français, eh bien, se préparer pour, en gaz, en diesel, en jet fuel, être sûr de ne pas manquer. Et donc, c'est ce que je vais discuter demain midi avec le Premier ministre Mark Carney. C'est ce que j'ai discuté il y a quelques jours, on a d'ailleurs signé un accord en ce sens avec le Premier ministre d'Irak. C'est ce qu'on a discuté et signé aussi avec plusieurs pays du Golfe. Et ça a été tout le travail des dernières semaines qu'on a patiemment conçu pour justement sécuriser ce qu'on appelle nos approvisionnements. Et on va continuer de le faire, et c'est aussi tout l'objet de ce qu'on fait dans la région d'Ormuz.

Journaliste

Vous parlez potentiellement de risque de pénuries ?

Emmanuel MACRON

Il y a évidemment aujourd'hui un marché mondial qui est très sous tension. Et vous le voyez bien, il est sous tension parce qu'Ormuz, c'est à peu près 20 % des productions et des sorties.

Donc, on a réussi ces derniers mois à trouver des voies de passage, à réduire la tension, à trouver des voies de contournement avec ce pipeline qui va d'est en ouest en Arabie saoudite, qui a été frappé ces derniers jours. Et donc, on a aujourd'hui un niveau très bas et moins de la moitié de ce qui est produit qui sort. L'hiver arrive et il y a des pays qui sont en train d'acheter beaucoup plus, là où, au printemps dernier, ces mêmes pays avaient réduit leur consommation pour s'adapter.

Donc, il faut être très vigilant et nous, nous ne voulons pas manquer. Donc, on a reconstitué nos stocks de gaz, on sécurise nos approvisionnements et on sécurise nos approvisionnements. Par exemple, en diesel, on consomme à peu près 600 000 barils par jour, on en importe la moitié, on sécurise cela. Et donc, on n'a pas à craindre ou à faire peur aux gens. On a à leur dire la vérité sur l'instabilité géopolitique et ce qu'elle crée dans notre pays, et on a à s'y préparer. C'est exactement ce que fait la France et ce qu'elle a accéléré ces dernières semaines.

Journaliste

Depuis 1994, la France et le Canada cogèrent les ressources halieutiques de leur zone économique exclusive, respectée jusqu'aux 200 milles nautiques. C'est un dossier que vous connaissez. Est-ce que vous êtes prêt à étendre cette gestion commune à d'autres espèces présentes sur le plateau continental, par exemple ?

Emmanuel MACRON

On va regarder ça et en discuter ensemble. On y est prêt. Je souhaite surtout qu'on puisse développer beaucoup plus fortement nos activités de pêche et de transformation, parce que c'est ce qui permettra de créer de la richesse et de créer des emplois. Et on va là-dessus y travailler. On est prêt à investir et à co-investir aussi avec les Canadiens. Je pense que l'objectif aussi de cette visite et ce qu'elle marque, c'est d'ouvrir une nouvelle page. Tout le monde sait que 1992 a été une date très dure et a été vécue comme un moment... Enfin, a été un moment très dur pour Saint-Pierre-et-Miquelon, pour la pêche. Il y a eu beaucoup d'emplois qui ont disparu pendant cette période. Il y a eu ensuite toute une phase nouvelle qui a égrené les dernières décennies. Je pense qu'aujourd'hui, c'est une page nouvelle qui s'ouvre et notre volonté d'investir dans ces secteurs, de diversifier aussi l'économie et de réengager différemment avec le Canada doit nous y conduire. Donc, ça fait partie des choses.

Journaliste

Monsieur le Président, il faut se réjouir de l'accord annoncé par Trump sur le Groenland ?

Emmanuel MACRON

J'ai pas dit se réjouir. J'ai dit je l'ai constaté, ça apaise.

Journaliste

S'agit-il d'une reculade de la part du président américain, qui, il y a quelque temps, parlait de le saisir par la force, le Groenland. Et comment expliquer cet apaisement ?

Emmanuel MACRON

Je ne fais pas de commentaire. C'est vous qui qualifiez et pas moi. Moi, je constate simplement que la souveraineté danoise est respectée, que le droit international est respecté et que c'est ce que nous demandions. Donc, c'est une bonne chose et c'est ce que, à la fois, les Danois et les Groenlandais demandaient. Donc, c'est très bien. Donc, à cet égard, on peut tous être contents, on avance. Et je pense qu'il y a suffisamment de sujets aujourd'hui qui perturbent nos vies, la guerre d'agression russe en Ukraine et ses conséquences, à la fois d'ailleurs sur l'énergie et son prix pour nous et sur notre sécurité, la guerre au Proche et Moyen-Orient avec ses conséquences sur l'énergie chère qui touche tant de nos compatriotes, pour ne pas créer d'autres sujets. Donc, je pense que tout ce qui va vers l'apaisement est une bonne chose.

Journaliste

En un mot, Monsieur le Président, dans la suite de la réunion avec les chefs de partis, les commentaires qui ont pointé du doigt le fait que Marine Le Pen, par exemple, n'était pas présente, comme Jean-Luc Mélançon, votre réaction à l'absence de ces deux candidats à la présidentielle ?

Emmanuel MACRON

Je n'ai pas de commentaire à faire. C'est factuel, mais après, leur parti était représenté et donc j'ai pu les informer et j'ai informé les membres de leur parti. Je ne vais pas après commenter. J'ai dit des choses importantes, j'ai surtout permis aux responsables qui étaient là d'exposer les choses et de répondre aux questions des forces politiques. Je pense que c'est nécessaire et je pense que c'est important que tout le monde dans notre pays sache quelle est la réalité, à la fois de la menace, mais aussi la complexité des crises géopolitiques qui viennent peser sur nos vies, qu'il s'agisse de la sécurité ou qu'il s'agisse du coût de la vie et en particulier du prix des carburants. Voilà.

Journaliste

Est-ce que vous avez parlé au président Trump avant de venir ?

Emmanuel MACRON

On a pu échanger par messagerie, mais je lui reparle demain.

Journaliste

Est-ce que vous avez le sentiment qu'il y a un apaisement aussi de sa part à l'égard de Monsieur Carney ? Il était furieux de cet accord d'association...

Emmanuel MACRON

Je ne sais pas ce qu'il en est et j'ai toujours tout fait pour que les choses soient le plus apaisées possible en général. Ça a été le sens de la présidence française du G7, qui a permis d'ailleurs d'avoir des textes ambitieux qui ont été signés, y compris endossé par les États-Unis d'Amérique et le président Trump, du Proche-Orient à l'Ukraine pour la première fois, ce qui était une bonne chose, ou sur les minerais critiques. Et donc, moi, je continuerai à œuvrer pour qu'on fasse œuvre utile et pour que notre diplomatie permette d'apaiser les choses et d'avoir des résultats concrets pour nos compatriotes. C'est ça qui m'importe.

Journaliste

Mais quel message pensez-vous que ça envoie au Canada, ici, à Monsieur Trump, que vous accueillez le Premier ministre canadien, Monsieur Carney, après son discours à Strasbourg ? Ça envoie quand même un message fort.

Emmanuel MACRON

Ça envoie un message fort d'amitié, de volonté d'aller de l'avant et de conviction que les pays que nous sommes, qui, au fond, croyons dans la démocratie et l'État de droit, croyons dans le respect du droit international, dans le commerce libre et équitable, dans la science pour fonder nos décisions, ce sont des pays qui veulent avancer, faire des choses ensemble, dans le respect.

Et donc nous, nous respectons le Canada, son indépendance, sa volonté d'être autonome. Le Canada respecte la France et la même chose pour elle. Et donc, ça permet de faire des choses ensemble. C'est très bien. Donc, c'est le message, voilà, de respect, d'estime et d'ambition commune.

Journaliste

Pourquoi ne pas avoir invité Monsieur Trump ? C'est quand même un voisin ici aussi.

Emmanuel MACRON

Alors, c'est un voisin, mais c'est un peu plus loin.

Journaliste

Pas très loin.

Emmanuel MACRON

Mais donc, l'invitation est toujours faite. Il était il y a quelques semaines avec nous à Évian.

Journaliste

Vous le verrez ici dans l'archipel ?

Emmanuel MACRON

Non, on fait déjà une première avec le Premier ministre Carney. On verra après pour un président américain.

Journaliste

Vous le verrez à l'ONU ?

Emmanuel MACRON

Je ne sais pas encore parce que je crois que sa présence à New York est écourtée par d'autres rendez-vous à Washington. Mais en tout cas, j'y vais principalement pour, d'abord, évidemment, m'exprimer à la tribune des Nations unies. Ensuite, pour pouvoir avoir l'entretien que je fais à chaque fois avec le secrétaire général sur l'ensemble des crises. J'aurai une longue session de travail avec le président Zelensky. J'aurai l'occasion de voir plusieurs dirigeants du continent africain, latino-américain ou du Proche et Moyen-Orient. Et j'aurai deux séances en particulier qui sont importantes pour nous. Enfin, trois séances. L'une pour poursuivre le travail que nous avons fait sur les océans, et c'est important ici au combien. La France a fait avancer cet agenda avec la ratification de l'accord qui protège la haute mer. Et donc, on va réunir en particulier beaucoup d'États insulaires du Pacifique autour de ce sujet pour continuer la mobilisation et préparer la première COP sur les océans de janvier prochain.

La deuxième chose, c'est qu'on réunira aux côtés d'ailleurs de Mark Carney et de plusieurs autres dirigeants tous ceux qui constituent cette alliance pour protéger nos enfants face aux réseaux sociaux et à l'intelligence artificielle. Et donc, cette initiative que la France a portée, vraie victoire parce qu'elle est maintenant européenne avec l'acte qui a été annoncé par la présidente de la Commission il y a quelques jours, on veut le consolider au niveau international.

Et puis, la troisième chose, c'est que nous réunirons tous les États affinitaires sur la reconnaissance des deux États pour justement consolider cet agenda un an après la déclaration de New York et ce moment.

Voilà, je ne serai pas plus long.

Merci beaucoup.